



GROUPE DE TRAVAIL SUR LE RENFORCEMENT DE LA REGULATION (GTRR)

06 mai 2025, en distanciel

UPAP/CA/CPR/GTRR/04/2025- Doc N°6 et annexe

Original : français

RAPPORT DE LA 2EME CONFERENCE DES REGULATEURS POSTAUX

Point N°8 de l'ordre du jour

1. Objet Rapport de la 2 ^{ème} Conférence des régulateurs postaux tenue du 2 au 3 décembre 2024	2. Références/paragraphes Résolution N°06/UPAP/CA/XLI/2023 relative à la mise en place de la Conférence des régulateurs postaux Africains
3. Décision attendue <ul style="list-style-type: none">Prendre note du rapport de la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux ;Formuler tout (e) commentaire pertinent	

I. INTRODUCTION

La deuxième édition de la Conférence des régulateurs postaux africains s'est tenue du 2 au 3 décembre 2024 à Victoria Falls, au Zimbabwe. Placée sous le thème : « **Tendances émergentes du secteur postal et de la régulation à l'ère du numérique.** », la 2^{ème} édition a été co organisée par l'UPAP et la CRASA en collaboration avec la pays hôte, la République du Zimbabwe.

Deux (02) jours durant, les participants ont, à travers des présentation et des panels échangé puis formuler des recommandations à l'attention des Etats membres.

Le Secrétariat général de l'UPAP exprime sa gratitude à la République du Zimbabwe pour avoir accueilli la Conférence et salue également la collaboration de la CRASA dans la co-organisation de cet événement réussi.

II. RECOMMANDATIONS

Le présent rapport est soumis au Groupe de travail pour:

- i) Prendre connaissance de la mise en œuvre de l'objectif du plan d'actions du Groupe de travail sur la Conférence des régulateurs postaux africains;
- ii) Prendre note des recommandations de la 2ème Conférence des régulateurs postaux africains qui ont été communiquées aux Etats membres pour mise en œuvre.

III. DECISION ATTENDUE

Les membres du Groupe sont invités à :

- i) Prendre note du rapport de la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux africains ;
- ii) Formuler tout commentaire pertinent(e).



UPAP/CA/CPR/GTRR/04/2025- Doc N°6 et annexe

RAPPORT :

2^{ÈME} CONFERENCE DES REGULATEURS POSTAUX

DU 2 AU 3 DECEMBRE 2024

VICTORIA FALLS

ZIMBABWE

Décembre 2024

I. INTRODUCTION

Les Etats membres suivants de l'UPAP ont participé en ligne et/ou en présentiel aux travaux de la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux : **Afrique du sud, Mali, Mozambique, Botswana, République démocratique du Congo, Cameroun, Ethiopie, Malawi, Namibie, Niger, Nigeria, Soudan, Tanzanie, Zambie et Zimbabwe.**

Les organisations sous régionale, régionale et internationale suivantes étaient également présentes : **l'UPAP, la CRASA et l'OECD.** La liste des participants est jointe en **annexe 2.**

II. DEROULEMENT DE LA MISSION

A. Cérémonie d'ouverture

Elle a été ponctuée par les allocutions successives de la Secrétaire Exécutive de la CRASA, du Secrétaire général de l'UPAP prononcée par la Secrétaire générale adjointe de l'UPAP et du Directeur général adjoint de la POTRAZ.

Les deux premiers orateurs ont exprimé leurs profondes gratitude aux autorités Zimbabwéennes d'avoir accepté spontanément d'abriter la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux. Ils ont aussi exprimé leurs sincères remerciements à la POTRAZ, au comité d'organisation et au peuple zimbabwéen pour l'accueil chaleureux et tous les efforts consentis à l'organisation réussie de cette conférence. Pour finir, la Secrétaire Exécutive de la CRASA et le Secrétaire général de l'UPAP ont rappelé le contexte actuel du secteur postal dans lequel se tient la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux avant de saluer la fructueuse collaboration entre la CRASA et l'UPAP et de souhaiter aux participants de fructueux échanges.

Quant au Directeur général adjoint de la POTRAZ, il a souhaité la bienvenue aux participants à Victoria Falls et rappelé l'importance du thème de la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux dans un contexte marqué par la digitalisation des services postaux. Il a enfin souhaité aux participants de fructueuses délibérations et agréable séjour à Victoria Falls.

B. Présentations et Panels

Deux (02) jours durant, les participants ont échangé, à travers des présentations et panels, sur les sous thèmes suivants :

- i) **Impact de la numérisation des services traditionnels et de l'émergence de services à valeur ajoutée sur le paysage réglementaire du secteur postal** : ce sous thème a été développé à travers une présentation de l'OECD sur « **La Performance et Gouvernance des régulateurs postaux** ». Cette présentation a été suivie d'un panel auquel ont participé les Etats membres suivants : **Lesotho, Mali et Nigéria**. Ce panel a été modéré par l'UPAP ;
- ii) **Défis techniques, juridiques et réglementaires liés à la numérisation des services postaux** : les défis ont été abordés par une présentation de l'OECD sous le module intitulé « **Adapter la régulation aux défis émergents et aux changements sectoriels.** » A l'issue de cette présentation, les participants ont échangé dans le cadre d'un panel animé par les Etats membres suivants : **Tanzanie, Eswatini et la République Démocratique du Congo** sous la modération de la CRASA ;
- iii) **Techniques et méthodes réglementaires pour une conformité et une application efficace dans le secteur postal numérisé** : Ce sous thème a été développé à travers deux (02) présentations des Experts de l'OECD sous les thématiques suivantes : « **Régulation axée sur les résultats et mise en œuvre de mesures d'exécution et de contrôle fondées sur les risques.** » et « **Aperçu de la boîte à outils de l'OECD sur l'application de la régulation et les contrôles.** » Lesdites présentations ont été suivies d'un panel auquel ont participé **le Zimbabwe, la Namibie et le Niger** sous la modération de la CRASA.

III. RESULTATS DE LA CONFERENCE

A l'issue des **deux (02)** jours de travaux, les participants ont pris note :

- i) des impacts de la digitalisation et des défis de la régulation postale à l'ère des nouveaux réseaux, des nouveaux types de défaillance du marché,
- ii) de la dynamique de la concurrence acharnée sur le marché avec les opérateurs privés et les courriers privés qui exploitent les TIC ;
- iii) de l'importance d'une régulation adossée à des objectifs politiques clairs et à des pouvoirs juridiques permettant d'intervenir efficacement ;
- iv) de la présence persistante d'opérateurs illicites sur le marché postal ;
- v) des priorités divergentes et des compromis qui s'imposent aux régulateurs entre l'innovation et la protection des consommateurs, ainsi que de la nécessité d'adapter les instruments et les instances de régulation aux nouvelles réalités du marché ;
- vi) de la nécessité de poursuivre le partage d'expériences, de bonnes pratiques et de connaissances en matière d'autonomie et de gouvernance ;

- vii) de la nécessité pour les régulateurs de se réinventer en adoptant des méthodes et outils modernes propice au processus de digitalisation des services postaux ;
- viii) de la disponibilité de nombreuses ressources numériques élaborés par l'OCDE sur les critères et outils d'évaluation de la gouvernance et de la performance, ainsi que sur d'autres thématiques importants ;
- ix) des facteurs clés de succès, des bonnes pratiques et des approches pour une conformité et une application de la régulation adaptée sur la durée ;
- x) de l'application d'approches régulatrices fondées sur les risques et les résultats, voire sur le comportement, pour favoriser un environnement de conformité efficace ; et
- xi) du rôle important des régulateurs dans la promotion de processus de digitalisation des produits et services postaux grâce à une régulation effective et adaptée.

IV. RECOMMANDATIONS DE LA CONFERENCE

Par ailleurs, les participants à la 2^{ème} Conférence des régulateurs postaux recommandent :

1. AUX AUTORITES DE REGULATION DE :

- i) Adopter de nouvelles formules de régulation en phase avec l'évolution des marchés, y compris l'adoption proportionnée d'une régulation fondée sur des données probantes, sur les résultats et sur les risques, d'une régulation agile, d'une évaluation de l'impact de la régulation et des performances en la matière ;
- ii) Envisager d'adopter les meilleures pratiques en matière de gouvernance institutionnelle, y compris une révision des principes directeurs, l'application de la veille stratégique, l'engagement proactif des parties prenantes, l'agilité et la coopération internationale ;
- iii) Améliorer la collaboration inter-autorités et intersectorielle en matière de régulation afin de tirer parti de l'expérience, des instruments juridiques et des capacités opérationnelles des autres régulateurs sectoriels pour traiter les questions spécifiques de régulation du secteur postal ;
- iv) Rechercher de manière active l'harmonisation de la régulation et la coopération interétatique afin de traiter efficacement les défis transfrontaliers et la co-régulation ;
- v) Poursuivre de manière active le développement d'une approche normalisée et cohérente de la lutte contre les opérateurs illégaux dans le secteur postal, qui pourrait consister à :
 - a. sensibiliser davantage les consommateurs et les autorités judiciaires sur les exigences légales et réglementaires du secteur postal ;

- b. mettre en place des mécanismes efficaces permettant aux opérateurs agréés et aux consommateurs de signaler les opérateurs illégaux en vue d'une intervention régulatoire ;
 - c. promouvoir l'exercice des mandats par des interventions réglementaires visibles qui soutiennent les efforts de conformité et d'application, y compris des inspections imprévisibles et basées sur le risque, cherchant à établir la preuve d'une activité illégale ; et
 - d. engager des poursuites pénales, le cas échéant, contre les opérateurs illicites afin de dissuader les autres opérateurs du marché ;
- vi) Sensibiliser toutes les parties prenantes, y compris les consommateurs et les entités réglementées, à l'importance et au rôle de la réglementation en ce qui concerne le secteur postal, ainsi qu'à leurs responsabilités en tant qu'opérateurs postaux ;
- vii) Investir dans le renforcement de la capacité de régulation pour rester en phase avec l'évolution des conditions du marché, y compris le développement ou l'acquisition de nouveaux outils et processus de régulation, et renforcer les capacités du personnel par la formation et d'autres interventions similaires ;
- viii) Instaurer des mécanismes de meilleures pratiques pour établir les causes profondes des problèmes de mise en œuvre de la régulation et les traiter de manière efficace par des moyens adaptés ;
- ix) Mettre en place des systèmes de mise en conformité et d'application efficaces, pragmatiques et harmonisés, ce qui pourrait consister à :
 - a. catégoriser les manquements aux obligations des opérateurs postaux ;
 - b. catégoriser les sanctions en cas de non-respect des obligations, allant du retrait de l'agrément à la reconnaissance ou à la récompense des opérateurs qui se sont distingués de manière positive en termes de respect des obligations ;
 - c. renforcer la confiance dans l'Autorité de régulation en favorisant l'équité et la justice.

2. AUX MINISTÈRES EN CHARGE DU SECTEUR POSTAL :

- i) de renforcer le caractère autonome des autorités de régulation afin d'améliorer la gouvernance et l'efficacité de la régulation.

3. AU SECRETARIAT GÉNÉRAL DE L'UPAP

Le Secrétariat général de l'UPAP de travailler en étroite collaboration avec les Unions restreintes pour mettre en œuvre ce qui suit :

- i) proposer et faciliter l'élaboration de lignes directrices régionales et continentales harmonisées pour promouvoir une gouvernance régulatoire efficace et l'application de nouvelles techniques et approches régulatrices, y compris la régulation fondée sur des données probantes, les risques, les résultats, l'agilité, la proactivité et la flexibilité ;
- ii) . proposer et faciliter l'élaboration de cadres d'évaluation des performances en matière de réglementation, à partir des critères et des indicateurs de meilleures pratiques définis pour ces évaluations.